

Comité : Conseil économique et social

Question : Vers un cloisonnement du monde

Auteur : Malaisie

La Malaisie reconnaît et insiste sur le fait que la mondialisation est un moteur essentiel non seulement pour la Malaisie, mais pour la plupart des pays en développement (Sud) et des pays développés (Nord). Pourtant la mondialisation a produit des inégalités, qui résultent en des disparités qui ne cessent de grossir entre les pays du Nord et les pays du Sud. Néanmoins la plupart des systèmes économiques relie sur les exportations ou même les importations, et une réduction ou un bouleversement des importations et exportations résulteraient dans beaucoup de pertes d'argent, qui affecteront d'abord les pays en voie développement.

La Malaisie souhaite rappeler que, bien que la mondialisation soit imparfaite, elle reste cruciale pour de nombreux pays du Sud, dont les économies dépendent fortement du commerce international. À ce jour, plus de 50 % de notre PIB provient des exportations, intégrant ainsi notre pays dans le système mondial par le biais des échanges commerciaux. Cette dépendance économique n'est pas propre à la Malaisie ; ainsi, il est essentiel de trouver une solution qui ne plongerait pas de nombreux pays en voie de développement dans une crise économique majeure.

La Malaisie est pleinement consciente des enjeux liés au changement climatique et reconnaît que l'inaction mettrait en péril l'avenir de la planète. Déjà, avec une hausse de 2°C, nous observons les impacts considérables de ce phénomène. Bien qu'une part estimée de 20 à 30 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone soit attribuée au commerce, il peut être tentant de penser que le protectionnisme freinerait cette hausse.

Cependant, il est important de noter que les principaux émetteurs de carbone proviennent des pays du Nord, et non des pays en développement comme le nôtre. La Malaisie, par exemple, contribue à environ 550 millions de tonnes de dioxyde de carbone chaque année, tandis que la plupart des pays européens atteignent, voire dépassent largement, ces niveaux. Consciente de ses responsabilités, la Malaisie a d'ailleurs adopté de nouveaux objectifs en matière de réduction des émissions, notamment la politique de gestion forestière de 2020, qui place plus de 50 % de nos forêts sous protection.

L'Investissement Direct Étranger (IDE) constitue une autre voie vers une durabilité accrue. Avec une circulation d'argent plus importante au sein de notre économie, nous pourrions investir davantage dans le développement durable. Au cours des années précédentes, nous avons su attirer un grand nombre d'IDE, ce qui nous a considérablement aidés. Cependant, sans la mondialisation, cette dynamique sera-t-elle encore possible ?

De plus, la Malaisie tient à souligner que les pays les plus développés ont entamé leur processus de développement et l'exploitation de leurs ressources bien avant nous. Notre objectif est simplement de rattraper les pays du Nord. Par conséquent, si une réforme radicale s'avère nécessaire, elle devra affecter davantage les pays du Nord que ceux du Sud, afin de nous offrir une chance de les égaler.

Dans cette optique, nous souhaitons promouvoir une politique garantissant que le système économique mondial, ainsi que la mondialisation, deviennent plus justes et inclusifs, en reflétant notre engagement envers la durabilité et l'inclusivité dans le développement. Cette politique permettra non seulement de privilégier les chaînes d'approvisionnement régionales, mais aussi d'accroître l'autonomie des pays qui le souhaitent, tout en maintenant la coopération internationale.

Il est impératif de trouver un équilibre entre les émissions de carbone et la mondialisation. En effet, nous constatons que le cloisonnement, accéléré par la pandémie de COVID-19, ainsi que l'augmentation des politiques protectionnistes et des tensions entraînant des conflits, ont conduit à un monde qui semble se détourner de la mondialisation au profit d'une fragmentation, entravée par de multiples obstacles.

Par ailleurs, l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) illustre l'engagement de la Malaisie en faveur de l'intégration régionale, laquelle a renforcé notre résilience économique durant la pandémie de COVID-19, tout en favorisant la coopération, la paix et un développement équitable pour

tous. Ce type d'organisation représente ainsi une alternative prometteuse, comme le souligne la devise de l'ANASE : « Accélérer la croissance économique, le progrès social et le développement culturel dans la région », tout en « promouvant la paix et la stabilité régionales par le respect constant de la justice et l'adhésion aux principes de la Charte des Nations Unies ».

En conclusion, la Malaisie souhaite promouvoir l'autonomie nationale sans abandonner la coopération que nous avons pratiquée depuis si longtemps, laquelle a progressivement favorisé la mondialisation du commerce, la réduction de la pauvreté et même la durabilité dans le développement. Nous appelons donc à une réforme qui garantisse la continuité de la mondialisation, tout en veillant à ce qu'aucune nation ne soit laissée pour compte dans un monde en évolution rapide.